

Des livres

Delphine Papin
24 février 2005

La Grande-Bretagne et l'Europe, le grand malentendu (Pauline Schnapper)

Pauline Schnapper, *La Grande-Bretagne et l'Europe, le grand malentendu*, Presses de Sciences-Po, 2000, 218 p.



Pauline Schnapper, Professeur de civilisation britannique (Paris 3) et Docteur en Sciences Politiques, nous propose ici un ouvrage pertinent sur la nature complexe des relations entre la Grande-Bretagne et l'Europe qu'elle qualifie de « double malentendu » : malentendu de la part des continentaux qui refusent de comprendre les spécificités politiques britanniques et malentendu de la part des Britanniques qui ont toujours sous-estimé l'importance et la portée du processus d'intégration européen.

Grâce à une grille d'analyse claire et efficace, Pauline Schnapper s'attache à répondre à une problématique intéressante qu'elle résume elle-même en ces termes : « Contrairement à ce que pensent certains continentaux, l'attitude de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la construction européenne n'est pas systématiquement négative, ni aussi incohérente que certains commentateurs l'ont décrite ». L'auteur dépasse les interprétations faciles et simplificatrices pour se concentrer plus particulièrement sur les causes profondes de ce malentendu réciproque.

L'ouvrage se divise en cinq chapitres qui proposent différentes approches, à la fois historiques, sociales et politiques, permettant au lecteur d'avoir une vision relativement exhaustive de la question des relations entre la Grande-Bretagne et l'Europe.

Dans un premier chapitre intitulé « Splendeur et Isolement », l'auteur s'efforce d'aller au-delà des idées toutes faites et ne se limite pas à situer l'origine du malentendu entre la Grande Bretagne et l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elle démonte d'emblée l'argument de l'insularité géographique, trop souvent avancé pour justifier les réticences de la Grande-Bretagne à faire partie de l'Europe, prenant pour exemple le cas de l'Irlande dont l'insularité n'a pas empêché l'intégration à l'Union européenne. Pour autant, elle ne nie pas que cette insularité a sans doute contribué à façonner les représentations et les mythes qui ont fondé la nation britannique. L'histoire, plus que la géographie, semble déterminante pour apprécier la construction de l'identité nationale et justifier l'isolement consenti de la Grande-Bretagne vis-à-vis du continent. La religion, par exemple, avec la création de l'Église anglicane, en rupture avec l'Église catholique en 1530, a certes permis de consolider le

pouvoir royal de l'époque, mais a aussi favorisé la formation d'une conscience nationale en réaction au continent. L'auteur souligne ainsi l'importance des mythes fondateurs de la nation anglaise et rappelle que le pays fut l'un des pionniers de l'idée de nation en Europe. Ce premier chapitre met également l'accent sur les particularismes nationaux qui déterminent un système politique interne bien spécifique. La démocratie parlementaire apparaît en effet très tôt en Angleterre - aux XVI^e et XVII^e siècles - dans une Europe encore largement dominée par les despotismes. L'attachement, voire la vénération du peuple britannique pour cette institution libre qu'était le parlement, s'est transmise de génération en génération. Aujourd'hui, cela se traduit par l'idée très ancrée d'une spécificité nationale - et parfois d'un sentiment de supériorité - fondée sur une histoire prestigieuse qui ne peut se fondre entièrement dans le creuset européen. Cet attachement aux institutions nationales est d'autant plus vif que la Constitution britannique, contrairement au Droit romain à l'origine des institutions des différents États du continent, est non écrite et repose entièrement sur la tradition. Ces institutions font la fierté des sujets de Sa Majesté et constituent un prisme à travers lequel la Grande Bretagne voit le monde extérieur et son propre reflet. La particularité de la constitution et le profond attachement des Britanniques à leurs institutions expliquent les fortes réticences des gouvernements successifs, de droite comme de gauche, à accepter les textes contraignants des différents traités européens. L'idée de mise en commun de la souveraineté, telle qu'elle est définie par l'Europe, est incompatible avec la souveraineté parlementaire britannique.

C'est d'ailleurs ce propos que le deuxième chapitre, intitulé « Constantes de la politique européenne depuis 1945 », développe. À travers l'étude des cinquante dernières années, il apparaît clairement que la politique britannique vis-à-vis de l'Europe est plus cohérente que ce qui peut apparaître aux Européens eux-mêmes. Contrairement à ce que pense une grande partie des continentaux, la Grande-Bretagne n'a pas toujours rejeté catégoriquement le projet européen. Dès la fin des années quarante, au moment de la menace soviétique elle a, avec le concours des Américains, largement apporté son soutien au projet européen pour redresser la situation économique de l'Europe de l'ouest. Les gouvernements britanniques successifs ont pourtant toujours prôné un soutien sans participation à la construction européenne, conservant une sorte de méfiance à l'encontre des différents traités. Parallèlement, Londres donnait la priorité au libre-échange et à la coopération intergouvernementale et, par conséquent, aux relations avec les États-Unis.

Les deux chapitres suivants traitent plus particulièrement de la place de l'Europe dans la vie politique intérieure britannique. Pauline Schnapper analyse, d'un côté, l'attitude des gouvernements au pouvoir dans le chapitre intitulé « L'Europe un enjeu capital pour le pouvoir » et, de l'autre, celle des autres partis dans le chapitre « De la facilité d'être dans l'opposition ». Ces deux chapitres confirment ce qui avait été avancé dans le précédent, c'est-à-dire qu'il existe une certaine unité et une constante dans les choix politiques de droite comme de gauche, choix justifiés par la culture politique inhérente au pays. Ils confirment aussi et surtout le poids déterminant de la question européenne dans le discours des partis. Les Travaillistes (dans les années 1980) tout comme les Conservateurs (dans les années 1990) ont payé cher le prix de leurs divisions internes sur la question de l'Europe, divisions qui se sont traduites par leurs défaites respectives aux élections générales. Le débat passionné sur la question de l'intégration européenne en Grande-Bretagne dépasse donc largement le clivage politique droite/gauche, car il est fonction de la remise en cause des fondements de l'unité et de l'identité du Royaume-Uni.

Le dernier chapitre, intitulé « L'indifférence hostile de la société » offre un panorama, rarement proposé, des différents acteurs sociaux tels que la presse, l'opinion publique, les syndicats et le monde industriel. L'hostilité d'une partie de la presse, jointe aux résultats des sondages et des scrutins électoraux, permet de mieux comprendre les hésitations des différents gouvernements à s'engager pleinement dans le processus d'intégration.

En conclusion, Pauline Schnapper rappelle, que malgré ses réticences et son adhésion tardive à la CEE devenue UE, la Grande-Bretagne, dont on a souvent dit qu'elle n'avait pas pu exercer une influence sur les institutions européennes, a joué un rôle important dans le domaine économique au sein de l'Union. Elle a apporté un certain savoir-faire anglo-saxon, marqué au coin du libéralisme anglais, qui s'est traduit par une dérégulation du marché de certains secteurs publics clé et l'ouverture au commerce mondial.

Au final, on dispose là d'une synthèse efficace et pertinente pour comprendre la nature réciproque du malentendu (des Britanniques vis-à-vis de l'Europe et des continentaux vis-à-vis des Britanniques). Un bon livre pour parler du Royaume-Uni en Europe sans sombrer dans une anglophobie aussi primaire que stérile.

Compte-rendu : Delphine Papin

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net